

Analyse : pourquoi le large rejet de la nouvelle Constitution au Chili ?

samedi 5 novembre 2022, par [GAUDICHAUD Frank](#), [URRUTIA Miguel](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2022).

La nouvelle Constitution n'allait pas démanteler le néolibéralisme à elle seule, mais elle aurait sans aucun doute créé de meilleures conditions pour poursuivre la bataille. Comment expliquer qu'une grande majorité de Chiliens et Chiliennes ait tourné le dos à cette proposition constitutionnelle, considérée par de nombreuses organisations sociales comme une avancée historique ?

Sommaire

- [Un rejet retentissant](#)
- [Les raisons d'une défaite](#)
- [Et maintenant quoi ?](#)

Dimanche 4 septembre, les militants du Comando de los movimientos sociales para el Apruebo étaient réunis au siège du syndicat Bata (Sindicato Nacional de Trabajadores empresa Bata Chile) dans le centre de Santiago, à quelques pas de l'emblématique Plaza Dignidad (centre névralgique de la grande rébellion populaire d'octobre 2019). Les résultats du référendum national visant à approuver ou à rejeter le nouveau texte constitutionnel, rédigé pendant un an par la Convention constitutionnelle (Assemblée constituante), organe élu au suffrage universel en mai 2021, ont commencé à arriver à 18 heures.

On a vite compris que le rejet allait l'emporter, mais personne n'avait prévu l'ampleur de la défaite. Après des mois de mobilisation, il a fallu faire face et accepter la victoire des secteurs conservateurs opposés à la proposition constitutionnelle, qui ne cherchait rien de moins qu'à mettre fin à la Constitution de 1980, élaborée sous la dictature de Pinochet.

Un rejet retentissant

Le résultat a été écrasant : 61,88% en faveur du Rejet et 38,12% pour l'Approbation, avec une participation de plus de 13 millions d'électeurs (85,81% des listes électorales), soit 4,5 millions de plus qu'au second tour de l'élection présidentielle de décembre 2021, une hausse principalement déterminée par l'installation d'un système de vote obligatoire, avec inscription automatique.

Dans la région de Magallanes, à l'extrême sud, où vit la famille du président Gabriel Boric, le rejet a atteint 60% : une défaite personnelle pour le jeune dirigeant de gauche. Dans le nord, l'approbation n'a pas atteint 35% et dans la région d'Araucanía, où vivent la plupart des communautés mapuches, le rejet a atteint 74%. Même dans le Grand Santiago ou Valparaíso, zones urbaines traditionnellement plus enclines au changement et où plusieurs maires de gauche (y compris communistes) ont été récemment élus, il n'y a pas eu de majorité en faveur de la nouvelle Constitution : l'approbation n'a atteint une majorité que dans 8 des 346 municipalités du pays.

Les secteurs de la droite et du « centre », opposés au texte, sont immédiatement apparus dans les médias pour célébrer leur succès dans certaines rues et places des quartiers aisés de Santiago. L'extrême droite a également manifesté sa satisfaction. Plusieurs dirigeants conservateurs se sont étonnés de l'ampleur de leur victoire, un scénario improbable il y a deux ans, lorsque le Chili - « oasis » et « vitrine » du néolibéralisme - semblait prendre un nouveau chemin historique marqué par la Rébellion d'octobre 2019.

Les énormes fissures du modèle et la crise de légitimité du système politique - qui ont presque conduit à la destitution du président milliardaire Sebastián Piñera [chef de l'Etat du 11 mars 2010 au 11 mars 2014 et du 11 mars 2018 au 11 mars 2022] - ont fait l'objet de plusieurs tentatives des élites néolibérales pour les résoudre depuis en haut. C'est ainsi que le 15 novembre 2019, la quasi-totalité des partis présents au Parlement ont signé « l'Accord pour la paix sociale et une nouvelle constitution ». Cela a fait éclater le Frente Amplio (coalition de gauche créée en 2017) entre ceux qui soutenaient que l'accord impliquait la nécessaire canalisation institutionnelle des luttes en cours et ceux qui y voyaient un moyen de désactiver ces luttes. Des fractions directement incluses dans la mobilisation ont décrit l'accord comme le produit d'une nouvelle « cuisine » des partis, entre autres parce qu'il a été conclu alors que le mouvement populaire faisait face à une répression criminelle de la part de l'Etat chilien [avec de nombreux prisonniers dont la libération deviendra un objet de tensions et qui ne seront pas amnistiés par le nouveau gouvernement de Gabriel Boric].

Ce qui est concret, c'est que le 19 décembre 2021, l'un des mentors de l'Accord, le pro-Frente Amplio Gabriel Boric, a été élu président du Chili à la tête d'une coalition [Apruebo Dignidad] de son secteur [Convergencia Social] avec le Parti communiste. Cela a semblé confirmer dans les urnes la volonté sociale de changement, bien que sur la base d'un programme très modéré et contre Antonio Kast, un homme d'ultra-droite qui exprimait une revendication d'« ordre », aux accents racistes et xénophobes, d'une grande partie de la population.

Les sonnettes d'alarme étaient déjà tirées depuis ce moment, mais une grande partie de la gauche semblait ne pas les voir. Auparavant, les chiffres imposants du référendum de 2020 avaient indiqué de larges possibilités de transformation socio-politique (78% des électeurs ont approuvé l'idée d'une nouvelle Charte fondamentale pour enterrer la Constitution de 1980), malgré les limites d'une Assemblée constituante en partie « régulée » par les vieux partis du Congrès constitué. A cette époque, d'autres signaux d'alarme ont également été tirés : près de la moitié des Chiliens ne se sont pas rendus aux urnes lors des élections, notamment dans les quartiers populaires. Mais la force d'octobre semblait encore être là pour pouvoir s'imposer partiellement dans l'Assemblée constituante, avec la parité, avec des sièges réservés aux peuples indigènes, avec des listes d'indépendants [ayant de nombreux élu·e·s] et la présence du mouvement féministe et social.

Le fait que la droite et les secteurs les plus conservateurs aient été mis sur la défensive a permis d'obtenir un texte constitutionnel progressiste et très avancé à bien des égards : il proposait de mettre fin à l'Etat subsidiaire néolibéral et de construire un « Etat social et démocratique de droit », solidaire et paritaire, reconnaissant de multiples droits fondamentaux, y compris des formes de démocratie participative, avec un véritable espace pour les biens communs et les moyens de faire face à la crise climatique. Avec une forte présence de revendications féministes - comme la reconnaissance du travail domestique et du care - le texte reconnaît également l'établissement d'un système public de sécurité sociale, la fin de la privatisation de l'eau, l'élimination du Sénat avec à sa place la création d'une Chambre des régions et la création (enfin) d'un Etat plurinational, intégrant une partie des revendications historiques du peuple mapuche.

Le droit du travail a également connu une avancée notable dans le texte avec la négociation collective par branche, le droit de grève effectif et la reconnaissance syndicale, soit un retournement copernicien par rapport à la réglementation chilienne actuelle. Ce qui a suscité le mécontentement

des grands entrepreneurs locaux et transnationaux. La nouvelle Constitution, évidemment, n'allait pas démanteler le néolibéralisme en tel que tel, mais elle aurait pu ouvrir le champ à la contestation des nouveaux partis de lutte des classes au Chili. Comment expliquer alors que la grande majorité des Chiliens et Chiliennes aient tourné le dos à cette proposition constitutionnelle, considérée par de nombreuses organisations sociales comme une avancée historique ?

Les raisons d'une défaite

Tout d'abord, il est nécessaire de souligner la capacité des élites néolibérales à concentrer leur force dans le domaine même où les luttes sociales semblaient avoir mis en échec leur modèle socio-économique : autrement dit les droits sociaux inscrits dans le projet de la nouvelle Constitution pour ce que relève de la santé, du logement, de l'accès à l'eau, du système éducatif et du travail.

A cette fin, les forces favorables au rejet ont établi un degré de diffusion de mensonges qui a dépassé toutes les limites de l'impudence. Par le biais d'une campagne de plusieurs millions de dollars sur les réseaux sociaux et en utilisant leur quasi-monopole des médias [presse, TV, radios], ils ont multiplié des absurdités de ce type : « Les citoyens devront être obligatoirement soignés dans un système de santé publique au bord de l'écroulement », « la liberté d'enseignement sera abolie », « des primes d'Etat seront créées pour que les travailleurs optent pour le chômage », « les maisons seront expropriées et leur possession privée sera interdite », « le principe d'égalité devant la loi sera aboli favorisant les indigènes et les homosexuels entre autres "minorités" », « la liberté de culte sera abolie et les communautés évangéliques seront persécutées », « l'avortement sera autorisé à n'importe quel moment de la grossesse », « tous les contrôles d'entrée dans le pays seront levés » [les heurts face aux migrants venant du Venezuela avaient été très diffusés], « les criminels seront protégés judiciairement au détriment des victimes », « l'épargne des travailleurs sera confisquée, empêchant leur héritage », « le nom du pays et les emblèmes nationaux seront changés »... pour ne citer que quelques-unes des déclarations qui sont apparues dans le temps d'antenne électoral obligatoire des chaînes de télévision gratuites.

Plus que la variété des mensonges de la campagne du rejet, il est important de noter la capacité de planification stratégique des droites. Elles ont même habilement opté pour une campagne qui se disait favorable au changement constitutionnel mais pas à cette nouvelle constitution, trouvant ainsi des alliés au centre de l'échiquier politique et chez les partisans de l'ancienne Concertación [qui réunissait pour l'essentiel le PS, la Démocratie chrétienne, le Parti pour la démocratie].

Une différence importante avec les forces politiques de l'Apruebo peut être observée ici : bien que la gauche parlementaire et les mouvements sociaux anti-néolibéraux aient remporté la plupart des sièges au sein de l'Assemblée constituante, dès le moment inaugural de l'élection de son bureau exécutif, ils ont montré leurs différences. Et certains constituants ont semblé suivre les us et coutumes du Congrès chilien discrédité. Les listes d'indépendants ont connu plusieurs revers et un scandale qui s'est soldé par la démission d'un élu. Dans le même temps, les forces du centre-gauche étaient réticentes à suivre les propositions de fond des élus liés aux mobilisations, une limite renforcée par l'imposition d'un quorum des deux tiers pour approuver chaque article.

Dans de nombreux cas, et malgré de nombreuses initiatives de consultation et de participation, la Constituante a semblé trop éloignée des préoccupations immédiates du monde des milieux populaires et de leurs intérêts. Il ne fut pas possible d'inverser cette tendance au cours des dernières semaines. Dans le même temps, il faut souligner que les nombreuses assemblées, réunions territoriales et de jeunes ainsi que les tentatives de coordination du travail collectif de quartier, qui avaient vu le jour au cours du mois d'octobre 2019, ont été progressivement démantelées, à la fois

en raison des politiques institutionnelles et électorales, mais aussi en raison de la répression continue et, ensuite, sous le couvert de la pandémie et de la crise économique.

D'autre part, le gouvernement de Gabriel Boric, malgré les promesses de réformes progressistes de son programme, a été rapidement rattrapé par le même jugement des citoyens. Lorsqu'il a fallu faire preuve de détermination politique pour appuyer la dynamique du changement constitutionnel, le gouvernement a inauguré un mandat hésitant en cherchant des alliances « pragmatiques » avec l'ancienne Concertación au Congrès - dans lequel il est minoritaire - afin de pouvoir gouverner. A de nombreux moments s'est fait sentir le poids du véritable chef de cabinet du gouvernement, son ministre des Finances Mario Marcel, ancien président de la Banque centrale et ancien militant du bloc social-libéral qui dirige le pays depuis 1990. La ministre de l'Intérieur Izkia Siches a également été critiquée pour avoir commencé son mandat en cherchant brièvement le dialogue avec les communautés mapuches en conflit, pour finalement approuver la militarisation de la région et l'emprisonnement du leader du CAM [Coordinadora Arauco-Malleco] Héctor Llaitul. On pourrait dire la même chose des prisonniers politiques de la rébellion d'octobre, car plusieurs d'entre eux sont toujours en détention provisoire alors que l'exécutif n'a pas voulu aller de l'avant avec une amnistie générale. Des avancées concrètes ont été enregistrées en matière d'accès aux soins dans le système de santé publique, mais l'absence de progrès sur des questions centrales telles que la timide réforme fiscale empêche de confirmer le statut réformateur du gouvernement.

Le gouvernement progressiste ne semblait pas disposé à affronter les pouvoirs économiques et de fait [militaires et répressifs] habituels, ni à mobiliser sa base sociale. A partir de cette position de classe, une partie importante de ceux qui avaient voté pour Boric ont continué à le désapprouver ouvertement. Dans le même temps, la droite a profité de sa machine médiatique bien huilée pour faire un amalgame entre l'impopularité croissante du gouvernement et le texte de la nouvelle Constitution. La presse a abondamment couvert la croissance effective du crime organisé et du trafic de drogue, en l'associant aux situations dramatiques des migrants dans le nord du pays. Le nouvel électorat, motivé à l'origine par le vote obligatoire, s'est directement lié à la frange populaire déçue, assurant ainsi le large triomphe du rejet.

Comme le note l'historien Igor Goicovich, le divorce entre le monde populaire, le gouvernement et le processus constitutionnel est clair si l'on regarde les résultats du 4 septembre. Les nombreuses questions soulevées lors de la Constituante par les mouvements sociaux sur le féminisme, l'écologie et la plurinationalité n'ont pas suscité un grand soutien au sein de l'électorat populaire. Elles ont même suscité des doutes étant donné le manque de force sociale apte à parcourir le pays « par le bas » afin de débattre largement de ces questions :

« Dans toutes les communes que les écologistes appelaient “zones de sacrifice”, l'option Rechazo était largement imposée [...]. Ce n'est pas très différent de ce qui s'est passé dans les communes de la Région du Bio Bío [au centre du pays] et de La Araucanía (Macrozone Sur), orientées de préférence vers l'exploitation forestière, où le conflit entre les entreprises d'exploitation forestière et les communautés indigènes a atteint des dimensions de plus en plus radicales. [...] Si l'on observe le comportement électoral des communes de la région métropolitaine, on constate une tendance historique : les communes aux revenus les plus élevés (Las Condes, Lo Barnechea et Vitacura) votent massivement pour l'option « Rejet ». Les communes qui rassemblent de préférence les secteurs à revenus moyens de la population, comme La Reina, Providencia, Macul, Peñalolén et La Florida, votent également pour l'option de rejet, à l'exception des communes de Maipú et Ñuñoa. Alors que pratiquement toutes les communes ouvrières, dont Recoleta, El Bosque, La Pintana, La Granja, Lo Espejo, Cerro Navia, Renca et Independencia, qui ont été des bastions historiques de la gauche, ont également opté pour le rejet. »

Et maintenant quoi ?

Les fractions du monde populaire et ouvrier qui, malgré tout ce qui précède, ont voté pour l'Approbation tant lors du référendum de dimanche dernier que lors du plébiscite de 2020, sont aujourd'hui aux prises avec un sentiment de catastrophe derrière lequel on peut appréhender un engagement profondément d'opposition au modèle néolibéral chilien. Or, il est clair que cette opposition ne sera pas soutenue par le gouvernement.

Dans son discours de dimanche 4 septembre, Gabriel Boric a appelé à l'unité nationale et s'est démarqué « du maximalisme, de la violence et de l'intolérance ». Il a annoncé un remaniement ministériel rapide. Il remaniera son cabinet conformément à la trajectoire « vers le centre » que nous avons déjà décrite, ouvrant davantage La Moneda [le bâtiment de la présidence] aux forces de l'ancienne Concertación, ce qui pourrait mettre davantage à mal son allié, le Parti communiste [1]. Ce cabinet sera destiné à clore la réforme fiscale sous la forme d'un pacte fiscal qui répondra de manière prévisible aux priorités immédiates de survie du gouvernement, à savoir attirer des capitaux en accueillant des entreprises à rentabilité rapide et demander des avances pour couvrir les dépenses publiques afin de contenir d'éventuelles mobilisations.

Sur le plan constitutionnel, les partis dans leur ensemble ont confirmé qu'ils continueront à travailler pour une nouvelle perspective constituante, mais que son élaboration s'effectuera dans le Congrès actuel, laissant entrevoir le retour de la politique du consensus tant rejetée depuis 2019 et enterrant l'impact transformateur de la nouvelle Constitution. Le 4 septembre, face au résultat du plébiscite, la déclaration de la direction des Movimientos Sociales por el Apruebo concluait :

« Il est essentiel que les secteurs qui se sont organisés pour rendre ce processus possible assument également la tâche qui nous attend aujourd'hui. Il n'y a plus de retour en arrière possible. Notre peuple a pris une décision indiscutable et la tâche de renverser la Constitution de Pinochet et le modèle néolibéral est toujours à l'ordre du jour. Dans ce processus, les leçons que nous avons apprises seront fondamentales, car nous, les mouvements sociaux, ne sommes plus ce que nous étions avant que cette Constitution ne soit écrite. ».

Franck Gaudichaud et Miguel Urrutia

P.-S.

- Article publié sur le site Jacobinlat, le 6 septembre 2022 ; traduction rédaction A l'Encontre : <http://alencontre.org/ameriques/amelat/chili/chili-un-large-rejet-de-la-nouvelle-constitution-une-analyse.html>
 - Frank Gaudichaud enseigne à l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès. Miguel Urrutia est sociologue auprès de l'Université du Chili.
-

Notes

[1] *Le Monde* du 7 septembre écrit : « Ces nouvelles arrivées [dans le gouvernement de Boric] attestent une réorientation de l'exécutif vers le centre gauche traditionnel, avec l'intégration de personnalités ayant une longue carrière politique, issues des gouvernements de l'ex-présidente

socialiste Michelle Bachelet (2006-2010 et 2014-2018), toujours aussi populaire dans le pays... Changement notable : l'arrivée au ministère de l'intérieur de Carolina Toha, 57 ans, ex-maire de Santiago et ancienne porte-parole du gouvernement Bachelet, dont les compétences politiques font l'unanimité. A ce poste-clé, elle aura notamment à gérer le conflit autour de la restitution des terres de la population indigène mapuche, dans le sud du pays. Faux pas, recrudescence des violences, c'est avant tout ce dossier qui a eu raison de sa prédécesseure, Izkia Siches, pourtant auréolée d'une grande popularité à son arrivée au gouvernement il y a six mois. Son défi consistera également à apporter des réponses en matière d'insécurité, une des grandes préoccupations des Chiliens. Ana Lya Uriarte, 60 ans, une autre figure des années Bachelet - elle fut ministre puis cheffe de cabinet sous ses mandats -, est nommée au poste stratégique de secrétaire générale du gouvernement, à qui incombent les relations entre l'exécutif et le Congrès. Sa principale tâche consistera à mettre de l'huile dans les négociations avec les formations centristes, en vue d'alliances au Congrès, où le gouvernement ne dispose pas de majorité... Une page est ainsi tournée pour le gouvernement Boric, dont le programme idéologique était intimement lié au projet de Constitution rejeté dimanche. » (Réd. A l'Encontre)